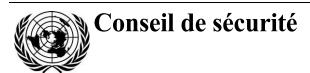
Nations Unies S/AC.49/2024/4



Distr. générale 22 août 2024 Français Original : anglais

Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006)

Note verbale datée du 21 août 2024, adressée à la Présidente du Comité par la Mission permanente de Saint-Marin auprès de l'Organisation des Nations Unies

La Mission permanente de la République de Saint-Marin auprès de l'Organisation des Nations Unies présente ses compliments à la Présidente du Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006) et, se référant à la note de la Présidente datée du 2 août 2024, a l'honneur de lui transmettre ci-après le rapport de la République de Saint-Marin sur l'application des dispositions de la résolution 2397 (2017) du Conseil de sécurité concernant les mesures de sanction imposées à la République populaire démocratique de Corée (voir annexe).



120924

Annexe à la note verbale datée du 21 août 2024 adressée à la Présidente du Comité par la Mission permanente de Saint-Marin auprès de l'Organisation des Nations Unies

Rapport de Saint-Marin sur l'application de la résolution 2397 (2017) du Conseil de sécurité

Comme elle l'a fait pour les résolutions précédentes concernant la République populaire démocratique de Corée, la République de Saint-Marin s'est employée activement à appliquer les dispositions de la résolution 2397 (2017).

Saint-Marin donne effet aux mesures visées dans les résolutions du Conseil de sécurité au moyen de décisions du Congrès d'État (Gouvernement) énumérant les mesures à appliquer et désignant les autorités saint-marinaises chargées de le faire.

Le 1^{er} février 2018, le Congrès d'État de Saint-Marin a adopté sa décision n° 7 sur les dispositions relatives à l'application des mesures adoptées par le Conseil de sécurité en ce qui concerne la République populaire démocratique de Corée, dont le texte et les annexes sont joints à la présente note et dans laquelle figurent*:

- a) les mesures adoptées par le Conseil de sécurité en ce qui concerne la République populaire démocratique de Corée ;
- b) la liste relative aux sanctions établie et tenue par le Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution 1718 (2006).

En application de la loi sur les mesures visant à prévenir, à combattre et à réprimer le financement du terrorisme et de la prolifération des armes de destruction massive ainsi que les activités des pays qui menacent la paix et la sécurité internationales (loi n° 57 du 29 mars 2019), les modifications apportées aux listes de personnes et d'entités établies, tenues à jour et transmises par les comités des sanctions du Conseil de sécurité, dont le Comité créé par la résolution 1718 (2006), sont automatiquement considérées comme exécutoires dès leur réception par le Département des affaires étrangères et l'Agence du renseignement financier (la cellule de renseignements financiers de Saint-Marin), qui sont les deux entités chargées de la coordination à cet égard. Les modifications apportées aux listes continuent d'être mises en ligne sur une page Web du Ministère des affaires étrangères de Saint-Marin réservée à cet effet.

2/2 24-15122

^{*} Les documents auxquels il est fait référence peuvent être consultés dans les archives du Secrétariat.